

De Provins au PLR, Pierre-Alain Grichting veut un Valais offensif

PORTRAIT Dans le climat délétère des «affaires», le président de Provins et recrue convoitée du PLR émerge en rassembleur.

Jean-Claude Pécelet

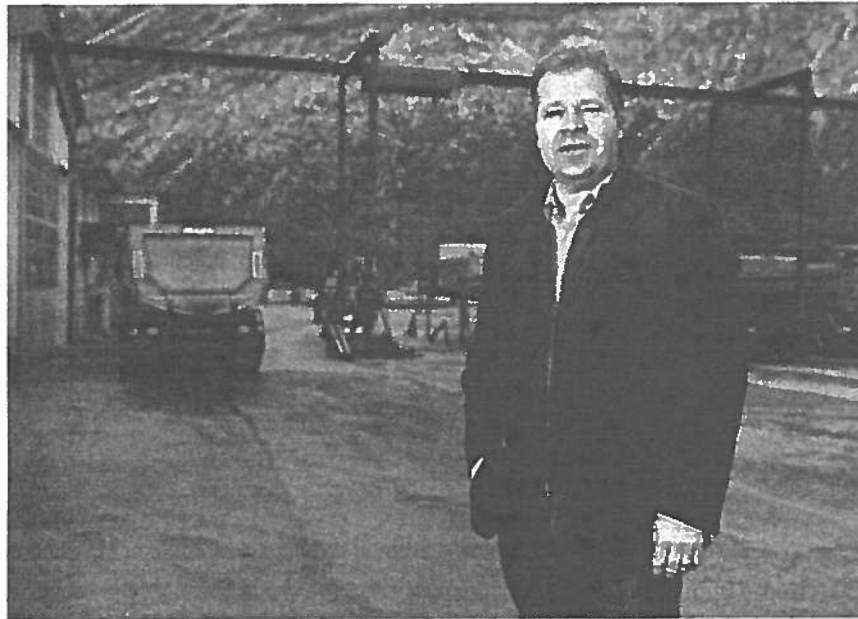
jean-claude.pecelet@lematindimanche.ch

Il dirigeait 4000 personnes chez Coop Berne-Fribourg-Valais, 400 à UBS Valais. Et seulement 38 dans l'entreprise familiale de transport Zwissig à Sierre (VS). A première vue, l'influence de Pierre-Alain Grichting rétrécit au lavage. En réalité, ce Haut-Valaisan de 46 ans parfait bilingue, père de cinq enfants, ancien entraîneur de foot, est l'homme qui monte. D'autres pataugent dans les «affaires», lui incarne un Valais décomplexé et, peut-être, une nouvelle façon de faire de la politique.

«Vinea à Zurich»

En juin 2013, Pierre-Alain Grichting a repris la présidence de Provins, 3800 sociétaires et 10% du marché suisse. Il s'est séparé du directeur Roland Vergères et dévoilera le nom du successeur dans quelques jours. D'emblée, il a tenu à rassurer la base: «En 2013, nous avons payé 80% de la récolte en une fois, une première.»

A partir de là, «tout peut être remis en cause». La réflexion stratégique du conseil d'administration est menée avec les coopérateurs, les distributeurs et clients, dans et hors du canton. «Ce



Pierre-Alain Grichting devant l'entreprise Zwissig, qu'il dirige à Sierre.

Sébastien Anex

n'est pas à Sierre qu'il faut organiser le salon de dégustation Vinea, mais à Zurich», dit-il. Il compare la viticulture valaisanne à un «superbe bateau coincé sur le lac de Géronde. Où devons-nous l'amarrer: au Bouveret? Non, à Gênes!»

Pierre-Alain Grichting veut préserver l'identité des producteurs et centraliser la logistique. Il rêve d'un embouteillage unique pour tout le Valais. «Regroupons nos forces au lieu de croire, chacun dans son coin, avoir inventé la poudre.» Son parcours et son vaste réseau, «de Gletsch à Saint-Gingolph», témoignent d'une approche sans ceillères régionales ou idéologiques.

C'est ici que l'économie rejoint la politique. A la surprise générale, Pierre-Alain Grichting a rejoint il y a trois semaines le comité directeur du Parti libéral-radical (PLR) valaisan, alors que Christophe Darbellay avait lâché son nom en octobre comme un candidat possible du... PDC pour l'élection de 2017 au Conseil d'Etat.

Pourquoi ce choix? «Les PLR m'ont convaincu de leur projet politique. Et c'est le seul parti qui a une vision cantonale», répond Pierre-Alain Grichting. En fait, le PLR existe peu dans le Haut, aucun de ses vingt-huit élus au Grand Conseil n'en provient. Mais une

recrue du calibre de Grichting change la donne. Tandis que le PDC continue de fonctionner en chapelles et qu'Oskar Freysinger drague les Haut-Valaisans en traitant de «crétins ambitieux» ses camarades de parti du Bas, le PLR qu'on disait moribond après la perte de son siège au Conseil d'Etat prépare l'avenir.

Un PLR «revanchard» et comploteur, comme l'accuse tout haut Oskar Freysinger, et en sourdine le PDC? Le reproche amuse son président, Xavier Mottet. «Est-ce notre faute si Dominique Giroud s'autorise des largesses avec le fisc et si une commission de recours oublie pendant dix ans le dossier fiscal d'un chef de service? Ma crainte est plutôt la paralysie des institutions avec des conseillers d'Etat en campagne permanente.»

Pierre-Alain Grichting, lui, coupe court aux rumeurs qui l'imaginent candidat au Conseil national en 2015 ou au Conseil d'Etat en 2017. «Je me sens libre», dit-il en évoquant son désir de vie de famille. Puis il se fait diplomate. Il a envoyé un message à l'entourage de Maurice Tornay, trouve qu'Oskar Freysinger «fait du bien» au canton. Il regrette une «perte de respect» et que le Valais soit si souvent sur la défensive. Des propos que pourrait signer le candidat évêque Nicolas Buttet dans *Le Nouvelliste*.

La priorité actuelle de Pierre-Alain Grichting est son entreprise et Provins. Pour le reste, il sait que le temps travaille pour lui.

Cleusix suscite la méfiance

ENSEIGNANTS Une rencontre avec le comité de la SPVal ce dernier sur sa faim.

Outre ses démêlés fiscaux à la commune de Leytron, Jean-Cleusix affronte la méfiance de membres de la Société pédagogique valaisanne (SPVal) depuis qu'Oskar Freysinger l'a nommé à la tête du Service valaisan de l'enseignement. Les échos de sa rencontre avec le comité de la SPVal jetés montrent que ce n'est pas gagné.

«Nous avons eu droit à une tentative de séduction, mais il faut du temps», a déclaré son président Didier Jacquier sur Canal 9. Mené par le comité, Olivier Solioz énumère des dossiers en suspens, dont une demande de salaire intertempore des enseignants spécialisés en activités pratiques et manuelles.

Députée Verte et présidente de la Fédération des magistrats, professeurs et personnel de l'Etat valaisan, Maryliène Volpi Fournier, loin de rassurer, les décideurs du chef de département ont créé un climat d'insécurité au sein de l'enseignement. «J'ai envie d'interroger le Conseil d'Etat sur le maintien de Jean-Marie Cleusix à son poste, jugeant son différend sur l'indemnité d'écologie de ses enfants «encombrant» au niveau éthique que l'Etat a gagné sur le volet fiscal. L'intéressé répète qu'il part qu'il veut «tendre la main» aux enseignants.